



EURO  *mad*

Sommet de chefs d'États: ASEM: Sommet de
Madrid EUROPE- ASIE



Asia-Europe Meeting

*“L’Union Européenne et l’Asie, pour une redynamisation
équilibrée des relations entre deux régions
centrales pour l’économie et les relations
internationales?”*

SOMMAIRE

I. Introduction

II. Histoire du dialogue ASEM

III. Points de débats

1. Politique et Sécurité

A. Lutte contre le terrorisme et la radicalisation

B. Sécurité maritime

C. Flux migratoires

D. Coopération sanitaire

2. Economie et Finances

A. Marchés en croissance

B. Accords commerciaux entre l'UE et les pays asiatiques

C. Intégration économique régionale

D. Coopération face à la crise économique

3. Société et culture

A. Droits de l'homme

B. Egalité entre hommes et femmes

C. Environnement

D. Education

E. Tourisme

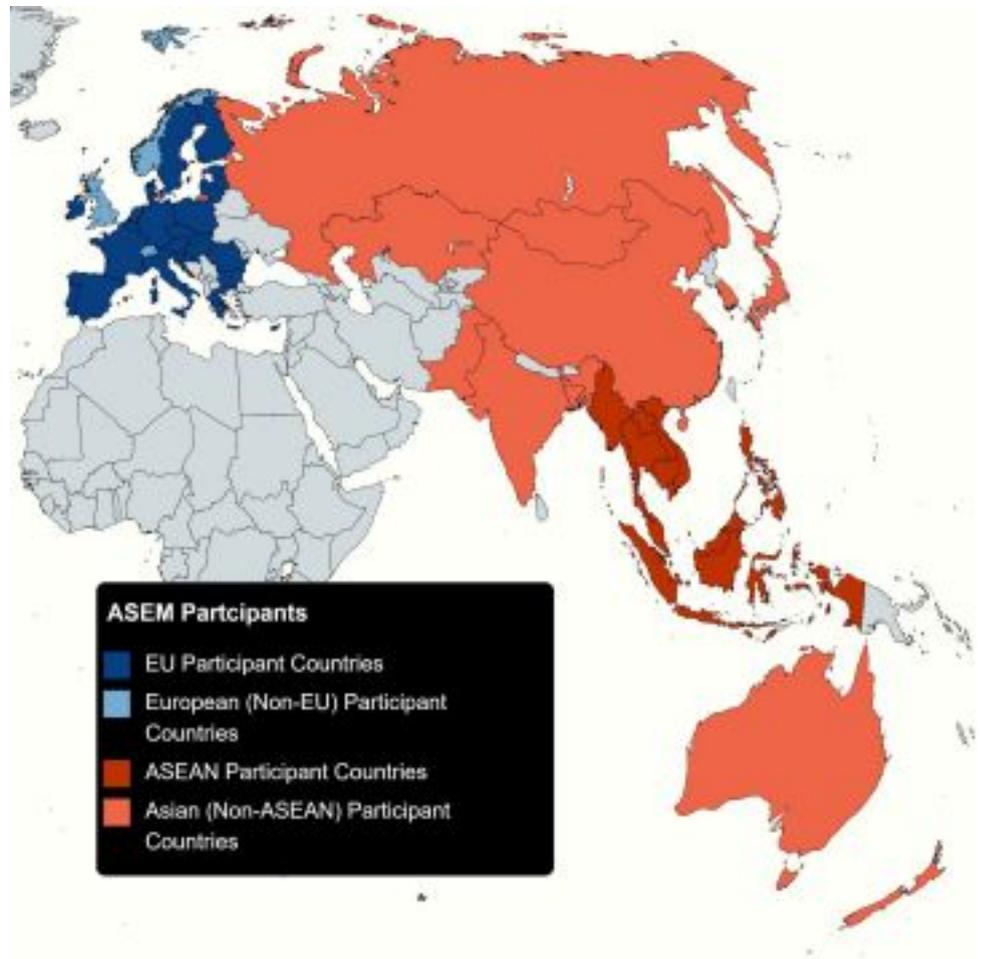
IV. Obstacles majeurs et enjeux de ce sommet

V. Conclusion

VI. Sitographie

I. INTRODUCTION

Le Sommet Asie - Europe (ASEM: Asia Europe Meeting) rassemble [30 pays européens](#) et [21 pays asiatiques](#) tous les 2 ans depuis 1996. Du côté asiatique, le sommet réunit les 10 pays membres de l'ASEAN, et les 6 membres additionnels de l'ASEAN+6 (la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle Zélande, l'Inde).



Ensemble, ils représentent à l'échelle mondiale 55% du commerce, 65% de l'économie, 60% de la population, et 75% du tourisme. Ces régions détiennent donc une énorme puissance et influence mondiale. C'est pourquoi, dans les mots de Federica Mogherini, haute représentante de l'UE, «Les accords convenus entre l'Europe et l'Asie sont importants non seulement pour les deux partenaires, mais pour le monde entier».



55%
global trade



60%
global population



65%
global GDP



75%
global tourism

Le dialogue Asie - Europe repose sur l'interaction de quatre idées principales: le multilatéralisme, le respect des droits de l'Homme, le développement durable, et la prospérité.

Le dialogue de l'ASEM se fait par le biais de différentes réunions qui ont lieu à différentes échelles : plusieurs sommets ministériels et des réunions de hauts-fonctionnaires, en plus des sommets bi-annuels, l'événement principal du dialogue de l'ASEM et le plus haut niveau de prise de décision.

A policy-making laboratory since 1996



L'objectif du **Sommet de Madrid 2021** est de renforcer le dialogue et la coopération entre les deux continents sur plusieurs thèmes d'une importance majeure afin de retrouver une croissance mondiale durable et partagée, après la difficile crise sanitaire qui traverse le globe.

Les discussions tourneront autour de trois piliers : politique et sécurité, économie et finances, société et culture. Les débats aborderont des thèmes centraux tels que l'actuelle crise sanitaire et économique, la sécurité internationale, le développement du libre-échange, le respect des droits de l'Homme, ou encore, les enjeux environnementaux. Il est essentiel de souligner l'ampleur et la portée de ce sommet sur la scène internationale puisqu'il réunit des pays clés et deux blocs majeurs du globe.

II. HISTOIRE DU DIALOGUE ASEM

Le dialogue Europe-Asie (ASEM) a été créé en 1996 pour offrir un espace de dialogue et de coopération entre l'Europe et l'Asie : il a donc pour vocation de renforcer les relations entre les deux continents. Lors de sa création, il répondait à un double objectif : renforcer le lien le plus faible du triangle Asie-Europe-Amérique et contribuer à créer un espace de concertation entre les Etats membres de l'ASEAN et de l'Asie du Nord-Est avec l'UE.



Premier Sommet ASEM, Bangkok, Thaïlande, 1996

- 1996: Bangkok, Thaïlande
- 1998: London, UK
- 2000: Séoul, Corée
- 2002: Copenhague, Denmark
- 2004: Hanoi, Vietnam
- 2006: Helsinki, Finlande
- 2008: Beijing, Chine
- 2010: Bruxelles, Belgique
- 2012: Vientiane, Lao
- 2014: Milan, Italie
- 2016: Ulaanbaatar, Mongolie
- 2018: Bruxelles, Belgique

Initié en 1996, le sommet ASEM a eut 12 éditions:

La 13^{ème} édition se tiendra à **Madrid en 2021**.

L'ASEM demeure aujourd'hui la seule enceinte offrant à l'Europe et l'Asie un espace de dialogue, hors de la présence des Etats-Unis, alliés des Européens. Il offre également la possibilité aux pays de l'ASEM de discuter sur des conflits entre eux et ce troisième bloc mondial, comme la dispute entre les Etats-Unis et la Chine.

Depuis sa création, le dialogue a beaucoup progressé et a eu un bilan positif. Par exemple, l'UE a abouti à deux accords de libre-échange avec le Vietnam et Singapour et est devenue, en 2012, la première organisation régionale à adhérer au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est (TAC). Cette étape renforce l'engagement politique et sécuritaire de l'UE dans la région. Cependant, la nécessité d'une redynamisation de ces relations suite à la crise sanitaire de la COVID se fait

ressentir aujourd'hui pour tous ces partenaires.

(Pour aller plus loin voir le [plan d'action pour 2018 - 2022](#) défini lors du Sommet de Bruxelles)

Le nombre croissant d'initiatives prises dans la cadre ASEM témoigne de l'intensification du dialogue Europe-Asie. Cependant, ces initiatives sont parfois lancées sans une véritable coordination entre les pays pour les mettre en place et elles peuvent être oubliées.

A long terme, cela peut affecter la pertinence mais aussi la perception du dialogue ASEM qui pourrait même disparaître s'il est jugé incapable de conclure des accords ou des projets. Dans le passé, des réunions de l'ASEM, comme la Rencontre Ministérielle de l'Économie en 2008 ou la Réunion Ministérielle de la Culture en 2007, ont dû être annulées à cause des faibles niveaux de participation ce qui montre cette tendance à un certain désengagement. C'est donc le défi de ce sommet de Madrid de relancer ce dialogue et cette coopération concrets.

III. POINTS DE DÉBATS

1. POLITIQUE ET SÉCURITÉ

A. Lutte contre le terrorisme et la radicalisation

Lutter efficacement contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme nécessite une approche cohérente à l'échelle mondiale pour y réussir.

Face aux préoccupations croissantes que suscite le blanchiment de capitaux, le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) a été créé lors du Sommet du G7 à Paris en 1989 afin de mettre au point une action coordonnée à l'échelle internationale.

Le blanchiment de capitaux est inextricablement lié à l'activité criminelle qui a généré les fonds blanchis ce qui permet donc à cette dernière de se poursuivre. A la suite de la création du GAFI en 1989, des groupements régionaux tels que l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe, l'Organisation des États américains etc... ont défini des normes anti-blanchiment à l'intention de leurs pays membres. Les pays et territoires des Caraïbes, d'Asie, d'Europe et de l'Afrique australe ont créé des organismes du type.

Néanmoins, puisqu'il y a beaucoup à faire pour le combattre, de nombreux gouvernements se sont dotés de dispositifs complets de lutte contre le blanchiment de capitaux. Cependant, ceux-ci

semblent insuffisants dans la région puisque ce phénomène est toujours très présent au sein de certains États. Lors de ce sommet, mettre en place des mesures contre le blanchiment de capitaux sera alors d'une importance majeure afin de mettre fin à la corruption dans certains États de la région et ainsi propulser le développement de ces derniers.

B. Sécurité maritime

La concentration du trafic maritime international dans les détroits, véritables portes océanes, se renforce avec la maritimisation de l'économie mondiale. En effet, le trafic maritime mondial a fortement augmenté avec la mondialisation des échanges.

Trafic mondial de conteneurs
entre 1990 et 1997, en millions d'EVP

Région du monde	1990	Part en %	1997	Part en %	Taux de croissance annuel
Amérique du Nord	18,7	19,5	24,5	14,4	5,6
Europe occidentale	22,4	26,2	38,6	22,7	4,9
Asie	37,9	44,3	81,7	48,1	12,8
Asie du Nord Est	23	26,9	47,8	28,1	11
Asie du Sud Est	9,6	11,2	25,6	15	15
Moyen Orient	3,5	4,1	8	4,7	12,5
Asie du Sud	1,8	2,1	4,3	4,3	13,2
Amérique du Sud	4,8	5,6	11,5	6,8	13,3
Afrique	1,8	1,8	3,2	2	8,9
Europe centrale	0,4	0,4	0,8	0,38	4,9
Océanie	2,1	2,1	2,4	1,5	4,2
Autres	2,1	2,1	2,5	1,6	8,7
Total mondial	95,6	95,6	169,9	5,8	8,5

Sources : *Containerization International Yearbook (1998)*
Che, Goh & Tongzon (2003) : 4

Le détroit de Malacca est emprunté par les deux principales routes de navigation qui relient l'Europe et le Moyen Orient à l'Asie Orientale. L'essor du trafic dans ce détroit a pour origine la forte croissance du trafic maritime en Asie Orientale, pour les flux de conteneurs en particulier. Avec l'essor de cet espace maritime qu'est l'Océan Indien, la piraterie dans cette zone a donc connu une forte hausse parallèlement. Renforcer la sécurité de ce lieu de transit majeur sera donc de vitale importance pour certains États.

A cela s'ajoutent des débats sur la définition des espaces territoriaux maritimes et des ZEE selon le droit de la mer. Il y a notamment de fortes tensions dans la mer de Chine du sud entre la plupart des pays de l'ASEAN, soutenus par l'UE et les Etats-Unis, et la Chine, qui considère la mer de Chine du sud comme son territoire.

C. Flux migratoires

Cette zone, depuis toujours, est très touchée par des aléas climatiques. L'accentuation de ces derniers liée au réchauffement climatique a notamment obligé des populations à fuir leurs maisons voire n'en avoir même pas. Ainsi, ces dernières années, plusieurs actions tournées vers la reconnaissance du concept "réfugiés environnementaux" ont été conduites aussi bien par les populations concernées ou leurs représentants que par des ONG.

Des actions de *lobbying politique* relativement isolées ont également été menées avec pour objectif de reconnaître en droit une protection pour les réfugiés climatiques.

Cependant, le lobbying associatif reste majoritaire et insiste davantage sur les pistes d'action pour protéger les populations menacées (nouveaux visas, création d'une protection juridique, stratégies d'adaptation, etc...). Cette pression a d'ailleurs parfois réussi à obliger les gouvernants à se positionner et à agir sur la question de la reconnaissance et de la protection des "réfugiés environnementaux".

Lors de ce sommet, traiter la situation de ces populations sera donc un point intéressant à aborder. De plus, il serait peut-être pertinent de s'interroger et d'agir sur l'impact de ces actions de lobbying, de sensibilisation et d'éveil nécessaire des consciences qui peuvent pourtant s'avérer contre-productives dans un contexte de logiques sécuritaires et de discours populistes.

D. Coopération sanitaire

Pendant que la planète est confrontée à une crise sanitaire l'affectant toute entière qui provoque des perturbations majeures de l'économie mondiale, l'hôte et les coordonnateurs régionaux du 13^e sommet de l'ASEM reconnaissent que la lutte contre le COVID-19 nécessite une coopération internationale concertée, une solidarité mondiale ainsi qu'un partage transparent et en temps opportun d'informations exactes. Mettre en place un dispositif de coopération ainsi que de partage de connaissances sera donc un des points majeurs à aborder afin d'affronter cette pandémie et pour solidifier la coopération entre les deux blocs.

2. ECONOMIE ET FINANCES

A. Marchés en croissance

Les pays asiatiques du sommet sont, pour la grande majorité, des économies en voie de développement ou émergentes; le sommet sert donc à mettre en place une coopération entre les économies développées européennes et les économies asiatiques en développement, voire en plein essor.

L'ASEAN+6 enveloppe les quatre plus grandes économies asiatiques (la Chine, l'Inde, le Japon, et l'Indonésie) et trois des cinq plus grandes économies au monde en vue de l'essor de la Chine, le Japon et l'Inde. Par ailleurs, si l'ASEAN était une seule économie, elle serait déjà la septième au monde et serait en cours de devenir la quatrième pour 2050. Ceci s'explique notamment grâce au fort taux de croissance annuel que les pays de l'ASEAN+6 connaissent depuis plusieurs années. En

effet, entre 2013 et 2017, le taux de croissance annuel des pays de cette alliance économique est en moyenne aux alentours de 7%, un pourcentage très élevé.

En vue du grand potentiel de cette région, l'UE est un des principaux investisseurs dans les économies asiatiques, représentant 22% du flux total d'investissements directs étrangers (IDE) pour l'ASEAN.

B. Accords commerciaux entre l'UE et les pays asiatiques

Renforcer davantage les liens commerciaux entre l'UE et le groupe ASEAN+6 bénéficieraient donc aux deux blocs en vue de l'essor de certains États de la région asiatique; celle-ci a notamment un grand potentiel vis-à-vis des exportations. Au cours de la dernière décennie, les importations de l'UE depuis l'ASEAN+6 ont augmenté de plus de 40% et les exportations de l'UE vers l'ASEAN+6 ont augmenté de 80%. Ainsi, l'ASEM a un rôle crucial à jouer; il constitue le principal canal de communication entre ces deux régions dont l'objectif ultime à long terme est d'établir un accord de libre-échange entre les dernières.

Cependant, puisque ce canal de dialogue n'a pas toujours été efficace, l'UE a cherché, entre temps, à établir des accords de libre-échange avec des pays individuels de l'ASEAN+6. Les accords de libre-échange permettent l'ouverture réciproque des marchés avec les pays développés et les économies émergentes en accordant un accès préférentiel aux marchés. Ils accroissent les possibilités d'investissements, réduisent les coûts des échanges et les rendent plus rapides en facilitant le passage en douane et fixant des règles communes. Un accord de libre-échange a été, par ailleurs, mis en place entre l'UE et l'Inde en 2007, et un des plus récents avec le Japon en 2018 (Japan-EU Free Trade Agreement - JEFTA).

Afin de permettre un commerce dynamique entre les deux blocs, le but est d'avancer et accélérer dans les négociations de libre-échange. Les débats devront chercher à mettre en place des initiatives concrètes comme une libéralisation d'un haut pourcentage du commerce entre les deux blocs, l'élimination des barrières de tarifs ou des droits de douanes, des quotas d'échanges, ou favoriser les échanges entre l'ASEAN+6 et l'UE plutôt qu'avec d'autres pays extérieurs.

(Nous vous encourageons à rechercher les détails des accords commerciaux ou niveaux de négociations de l'UE avec le pays que vous représentez)

C. Intégration économique régionale

L'UE soutient l'élimination de barrières commerciales entre les pays de l'ASEAN+6 pour ainsi aboutir à une intégration économique régionale, c'est-à-dire à une communauté économique dont l'objectif est de faciliter les échanges entre pays de cette zone et de favoriser leur développement ou leur croissance, comme elle l'a précédemment fait. Elle soutient cette transformation dans les domaines du transport, des statistiques et de la protection de la propriété intellectuelle. Ainsi, du fait de son expérience, l'UE pourrait proposer et guider la création de réglementations commerciales communes à leur région économique ou la création d'institutions communes en tant qu'autorités du marché.

Afin de se mettre sur cette voie-là, le *Regional Comprehensive Economic Partnership*, un accord de libre-échange entre tous les pays de l'ASEAN+6 sauf l'Inde, est signé en novembre 2020. Ces États représentent 30% de la population mondiale et 30% du PIB global, ce qui en fait le plus grand bloc commercial de l'histoire.

L'UE encourage également l'intégration économique des régions les plus défavorisées dans le but de réduire la pauvreté et les inégalités. Pour atteindre ce but, l'UE encouragerait le développement dans les pays asiatiques du sommet les plus pauvres.

D. Coopération face à la crise économique

Anticipant la phase post-pandémique, le sommet est une occasion pour une coopération entre les deux blocs afin de relancer leurs économies respectives. L'objectif est de minimiser le potentiel de récession économique mondiale en rétablissant la croissance, les investissements et une connectivité durable, ainsi que minimiser la perturbation du commerce international tout en respectant les considérations de santé et de sécurité publiques.

Dans cet esprit-là, l'Europe a, de son côté, mobilisé plus de 800 millions d'euros afin d'aider les pays de l'ASEAN+6 face à la crise du COVID-19. L'UE étant la première source d'investissements directs étrangers serait prête à monter d'un cran les relations économiques entre elle et l'ASEAN+6 afin de sortir le plus rapidement de la crise économique. Bien sûr, l'UE se place en contre des dynamiques récentes entre la Chine et les EUA et voudrait renforcer ces liens avec les autres pays du sommet.

3. SOCIÉTÉ ET CULTURE

A. Les Droits de l'Homme

Les droits de l'Homme dans l'Asie de l'Est, notamment parmi les pays membres de l'ASEAN, est un des sujets centraux. La “mise en place d'un organe des Droits de l'Homme” est notamment mentionnée dans la charte de l'ASEAN du 20 novembre 2007. Il est actuellement en place et se nomme la Commission Intergouvernementale des Droits de l'Homme. Cela dénote donc de la prise de conscience des pays de l'ASEAN vis-à-vis de l'importance des Droits de l'Homme dans le développement de leur région.

Ils s'aperçoivent également de l'importance de l'image publique actuellement et savent qu'ils ne peuvent plus se permettre d'écorner leur réputation. Néanmoins, il manque un traité multilatéral exécutif à ce sujet; l'UE pourrait encourager la mise en place de ce traité. Il est important de noter que la Chine est très réticente à lier la collaboration économique et les Droits de l'Homme.

De plus, le conflit entre Hong-Kong et Pékin est un sujet incontournable. Ce dernier a quasiment détruit le principe de “un pays, deux systèmes”, avec le vote en mai 2020 de la loi sur la sécurité nationale. L'UE, très attachée au respect des Droits de l'Homme, pourrait donc essayer de défendre ce principe de “un pays, deux systèmes”. Dans cette optique là, une déclaration officielle exhortant la Chine à reconsidérer la loi sur la sécurité nationale et exprimant leurs préoccupations concernant les Droits de l'Homme à Hong Kong a été signée par tous les membres du G7 le 17 juin 2020, dont des membres présents lors de ce sommet.

B. Egalité entre hommes et femmes: une lutte loin d'être gagnée

Les États de l'ASEAN se trouvent face à une multitude de problèmes liés aux inégalités entre hommes et femmes.

Une des principales inégalités est notamment la subordination et la discrimination des femmes dans le secteur professionnel et dans le privé. En effet, une grande différence de salaires, qui va fluctuer de 54% à 90% dans quelques pays, peut être observée dans le secteur professionnel. De plus, 85% des femmes dans les pays asiatiques travaillent dans des “emplois vulnérables” dans le secteur de l'économie informelle. Il peut être donc remarqué que la forte croissance économique de certains pays asiatiques n'a pas forcément abouti à un progrès vis-à-vis de l'égalité hommes

femmes; ces inégalités vont même parfois s'agrandir davantage.

Dans la vie privée le phénomène "femmes manquantes" s'est d'ailleurs développé. Ces femmes, qui oscillent entre 80 et 100 millions, sont des femmes estimées décédées dû à des traitements violents et discriminatoires dans leurs vies privées. Bien que 9 pays ont fait passer des lois contre les violences domestiques en vue de l'ampleur de ce phénomène, les mesures restent toujours insuffisantes.

C. Environnement

L'Asie, étant un des continents les plus touchés par les aléas climatiques, fait face à de multiples défis.

Premièrement, l'intensification de ces phénomènes à cause du réchauffement climatique a catapulté le nombre de réfugiés climatiques. En effet, les catastrophes liées à des événements climatiques ont déplacé plus de 42 millions de personnes en Asie-Pacifique ces deux dernières années. Même si les gouvernements de l'ASEAN doivent se préparer à de grandes migrations dans les prochaines années, aucune gestion politique de ces flux de population n'a encore été prévue.

D'autre part, l'intensification des activités industrielles et de production dans les pays de l'ASEAN a créé davantage de problèmes environnementaux. En effet, l'Asie est en train de voir l'extinction ou la quasi-extinction de certaines de ses espèces à cause, principalement, du braconnage ou de la déforestation dans le Sud-Est du continent. Compte tenu de sa position dans les tropiques, beaucoup de parcelles de forêts tropicales se voient détruites. De même, le corail sur ses côtes est l'un des plus sérieusement dégradés au cours de ces dernières décennies.

Bien qu'il y ait une intégration des pays de l'ASEAN dans des futurs projets dans l'Accord de Paris visant une réduction des émissions de carbone, de la pollution plastique et de la déforestation, l'Asie du Sud en est des régions les plus touchées, juste après l'Asie de l'Est et l'Inde.

D. Education

L'éducation est un des domaines cruciaux pour la croissance et le développement d'un pays. Certains des pays de l'ASEAN+6, l'ayant compris, deviennent de plus en plus attractifs dans le secteur de l'éducation internationale. Face au boom économique des pays asiatiques, de plus en plus d'universités européennes fondent des liens avec des universités asiatiques. Par exemple, la

Chine accueille près de 11 000 étudiants français, dont une bonne part à Shanghai, et en envoie 28 000 en France, dont près d'un quart en écoles de commerce.

D'autre part, les enjeux politiques et culturels de l'éducation asiatique à l'étranger deviennent de plus en plus importants liés au concept de Soft Power, c'est-à-dire le pouvoir d'influence ou de persuasion d'un État. La Chine investit de plus en plus dans des projets visant la création d'un réseau d'éducation à l'étranger souvent s'inspirant du système éducatif français. Ce projet de Pékin vient dépasser les liens d'échange déjà existants au niveau de l'école primaire et secondaire entre la Chine, entre autres, et des pays comme la France ou le Royaume-Uni.

Cependant, la région de l'Asie du Sud-Est Pacifique reste néanmoins très hétérogène en matière d'éducation. En effet, cette région connaît un taux d'alphabétisation de 60% et près de la moitié des analphabètes de la population mondiale y habitent. De plus, les États de cette zone géographique doivent toujours faire face au défi de la démocratisation de l'éducation sur l'ensemble de leurs territoires, qui ne s'est pas toujours fait en symétrie avec la croissance économique de ces pays.

E. Tourisme

Le tourisme dans les pays de l'ASEAN+6 est un secteur de plus en plus important, bien que considérablement affecté par la crise du coronavirus. En effet, le tourisme en Asie de l'Est et Pacifique représente 22 % des arrivées internationales, soit 216 millions de touristes, en 2011. Il est donc en train de devenir un enjeu très important pour l'économie des pays asiatiques, mais également un enjeu culturel de Soft Power. C'est ainsi qu'en 2019, les pays de la région de l'Asie du Sud-Est vont battre son record d'accord de Visas touristiques, atteignant près de 200 millions de visas touristiques accordés.

Cependant, face à la crise de la COVID-19, les pays de l'ASEAN ont été contraints à établir de strictes mesures sanitaires néfastes pour le secteur touristique. Néanmoins, malgré la pandémie mondiale, beaucoup de pays faisant partie de l'ASEAN vont petit à petit créer des accords visant à assouplir les mesures restrictives du voyage afin de relancer leurs économies dépendant, en quelque sorte, du secteur touristique.

IV. OBSTACLES MAJEURS ET ENJEUX DE CE SOMMET

Il est important de noter que les négociations de l'ASEM, comme toutes les négociations internationales, font face à des obstacles majeurs.

La nature autoritaire de certains régimes asiatiques présents lors de ce sommet va notamment parfois se heurter aux valeurs démocratiques de l'UE. Ainsi, dépasser cela dans le but de renforcer les liens de coopération tout sans trahir les valeurs de chaque pays sera un des défis majeurs de ce sommet.

Les rivalités régionales en Asie, comme celles entre l'Inde et le Pakistan, le Japon et la Corée ou la Chine et l'Australie, sera également un élément à prendre en compte lors des négociations. De plus, le Sommet regroupe plusieurs alliés américains et chinois, avec d'un côté l'OTAN, l'Australie, le Japon et de l'autre la Chine, le Cambodge, le Pakistan, ce qui pose des problèmes quant aux conflits entre les EUA et la Chine.

La distribution d'éventuels traitements ou vaccins pour le Covid-19 peut également soulever des conflits, avec les pays de chaque région en compétition pour obtenir les quantités limitées de doses. De même, la crise sanitaire a également montré et rappelé la dépendance des économies européennes sur celles asiatiques pour la production d'équipements sanitaires de base comme les masques et les équipements de protection, mais aussi sur les médicaments, voitures et technologies. Cette réalisation peut mettre en risque les futurs et actuels traités de libre échange.

Les relations entre les pays musulmans et les autres membres du forum, notamment avec les récentes tensions entre les pays européens, surtout la France, mais aussi avec le traitement de la minorité Ouïghour en Chine, peuvent également créer des conflits.

Un autre sujet de tension est le projet des "nouvelles routes de la soie" (Belt and Road Initiative) de la Chine. Dans ce dialogue peuvent être retrouvés des pays participant au projet comme le Pakistan, la Birmanie ou la Grèce, alors que les gouvernements d'autres pays comme la France, l'Inde ou le Japon se méfient de plus en plus du projet et de l'activité économique chinoise à l'étranger en général.

Enfin, l'expansionnisme chinois (comme en Mer de Chine du sud) et les nouvelles routes de la soie ainsi que l'espionnage et les attaques de cyber sécurité chinoises sur les démocraties européennes, australiennes, indiennes et japonaises sont des points de tension entre certains pays du sommet à prendre en compte afin d'aboutir à une directive à la fin de ce sommet.

V. CONCLUSION

Le Sommet ASEM portera principalement sur trois sujets: la sécurité, l'économie et la société. Son but est d'être une occasion pour les pays européens et asiatiques de créer des liens plus forts entre eux. Suite à la crise du Coronavirus et aux tensions géopolitiques actuelles, les États membres vont chercher à établir des liens de coopération sur les façades commerciales et géopolitiques pour notamment renforcer leurs économies affaiblies par la crise actuelle et assurer leurs alliances géostratégiques. De plus, le dialogue ASEM cherche à protéger et promouvoir les Droits de l'Homme et les libertés fondamentales afin de créer et renforcer les sociétés démocratiques, ce qui ne sera pas toujours facile.



VI. SITOGRAPHIE

[Site officiel du ASEM](#)

[Nouvelles récentes sur l'ASEM](#)

[ASEM Factsheet](#)

[EU - ASEAN Relations Factsheet](#)

[EU - ASEAN Blue Book 2020](#)

[EU - ASEAN Blue Book 2020 Summary](#)

[PLAN D'ACTION 2018 - 2022](#)